

Art. 6. De Commissie stuurt het Parlement elk jaar een activiteitenverslag. De adviezen van de Commissie worden na goedkeuring door de regering onverwijld bekendgemaakt op de website van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 juni 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op
« Wallonie-Bruxelles Enseignement »,

F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2020-2021

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 231-1. – Commissieamendement(en), nr. 231-2-
Commissieverslag, nr. 231-3 - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 231-4 – Tekst aangenomen tijdens de plenaire
vergadering, nr. 231-5.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Vergadering van 2 juni 2021.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2021/42092]

3 JUIN 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2020 portant exécution des articles 1.5.2-14 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire relatifs au dispositif d'ajustement et au protocole de collaboration

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, articles 1.5.2-15, alinéas 2 et 3, et 1.5.2-17, § 1^{er}, alinéas 1, 3 et 5, et § 3, alinéas 1^{er} et 3;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, article 7, § 2, alinéa 3, et § 2/1;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, article 8, § 2, alinéa 3, et § 2/1;

Vu le décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française, article 7, § 1^{er}/1;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 juin 2019 définissant la méthodologie générale de l'audit en milieu scolaire en application des articles 4, § 1^{er}, alinéa 2, 5, § 1^{er}, alinéa 2, et 7, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mai 2020 visant à préciser la notion de performance présentant un écart significatif en dessous de la moyenne des écoles comparées et à définir le processus d'identification des écoles concernées;

Vu le « Test genre » du 11 décembre 2020 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 février 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 mars 2021;

Vu le protocole de négociation du 11 mars 2021 avec le Comité de négociation entre le Gouvernement et Wallonie Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateurs visé à l'article 1.6.5-6 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire;

Vu le protocole de négociation syndicale du 11 mars 2021 au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 2 avril 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le décret du 10 janvier 2019 relatif au service général de l'Inspection, son article 4, § 1^{er}, alinéa 4;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 avril 2008 portant exécution des articles 5, 11, 12 et 13 du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française, article 10, § 2;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 octobre 2018 fixant les modalités d'élaboration des plans de pilotage et de conclusion des contrats d'objectifs des écoles en application des articles 1.5.2-1 à 1.5.2-5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire;

Sur la proposition du Ministre qui a les bâtiments scolaires dans ses attributions et de la Ministre de l'Éducation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le chapitre 1^{er}, à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2020 portant exécution des articles 1.5.2-14 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire relatifs au dispositif d'ajustement et au protocole de collaboration, les définitions suivantes sont ajoutées :

« 8° « Décret relatif au programme prioritaire de travaux » : le décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française;

9° « Arrêté identification des EDA » : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mai 2020 visant à préciser la notion de performance présentant un écart significatif en dessous de la moyenne des écoles comparées et à définir le processus d'identification des écoles concernées;

10° « Ministre » : le Ministre ayant l'Enseignement obligatoire dans ses attributions;

11° « EMP » : les écoles organisant de l'enseignement fondamental ou primaire ordinaire;

12° « EST » : les écoles organisant de l'enseignement secondaire ordinaire de transition pour plus de 85% des élèves aux 2e et 3e degrés;

13° « ESQ » : les écoles organisant de l'enseignement secondaire ordinaire de qualification pour plus de 75% des élèves aux 2e et 3e degrés;

14° « ESM » : les autres écoles organisant de l'enseignement secondaire ordinaire, dites écoles mixtes, c'est-à-dire celles qui ne sont pas reprises dans le profil EST et dans le profil ESQ. ».

Art. 2. Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre 4/1 entre les chapitres 4 et 5 comportant les articles 6/1 à 6/12 rédigés comme suit :

« **CHAPITRE 4/1 : De la liste des supports ou ressources proposés aux écoles en dispositif d'ajustement et de leurs modalités d'attribution**

Section 1^{er}. — De la liste des supports et des ressources

Sous-section 1. — Disposition générale

Art. 6/1. La liste des supports et des ressources visés à l'article 1.5.2-15, alinéa 2, du Code de l'enseignement est la suivante :

En tant que supports de deuxième ligne :

1° un appui administratif des agents d'appui de l'Administration générale de l'Enseignement dans les domaines suivants : questions administratives complexes, dialogue et climat, relations école-famille, relations école-environnement;

2° les services des équipes mobiles et de la médiation scolaire;

En tant que ressources :

3° des projets de recherches adaptés aux écoles en difficultés et caractérisés par l'innovation;

4° un soutien du secteur associatif via des projets-actions;

5° des demi-jours supplémentaires de formation dans le cadre de la formation professionnelle continue;

6° un soutien à l'acquisition ou à la modernisation d'équipements pédagogiques;

7° un accès prioritaire au programme prioritaire des travaux (prévu dans le cadre du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux) et une enveloppe dédiée aux EDA dans ce cadre;

8° la mise à disposition d'agents contractuels sous statut ACS/APE.

Sous-section 2. — Des projets de recherche adaptés aux écoles en difficultés et caractérisés par l'innovation et de leurs modalités de sélection

Art. 6/2. Conformément à l'article 1.5.2-15 du Code de l'enseignement, le Ministre lance, tous les trois ans, un appel à projets de recherches adaptés aux écoles en difficultés et caractérisés par l'innovation auprès des Universités et des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Les projets de recherches sont sélectionnés pour une durée de cinq ans et mettent en place un accompagnement, par les équipes de recherche, de maximum trois cohortes d'écoles en dispositif d'ajustement selon le phasage de l'article 8, § 1^{er}, de l'arrêté d'identification des EDA qui ont conclu un protocole de collaboration pendant toute la durée de celui-ci.

Conformément à l'article 1.5.2-13, alinéa 3, du Code de l'enseignement, les équipes de recherche qui mettent en place les projets de recherche dans les écoles en dispositifs d'ajustement sont tenues par le secret professionnel.

Art. 6/3. Le Ministre sélectionne entre deux et trois projets de recherche sur la base de l'avis de la Direction générale du Pilotage du Système éducatif et fixe dans l'appel à projets le nombre minimum et maximum d'écoles bénéficiaires par recherche.

Chaque projet de recherche est suivi par un comité d'accompagnement, qui veille tout au long de la recherche à son bon déroulement et demande, le cas échéant, les adaptations nécessaires et raisonnables en adéquation avec le projet initialement sélectionné.

Sous-section 3. — Des projets-actions proposés par les acteurs du monde associatif et de leurs modalités de sélection

Art. 6/4. § 1^{er}. L'école remet une demande préliminaire de projet-action avec un ou des acteurs du monde associatif qui fera l'objet de l'octroi d'une subvention.

§ 2. Le projet-action doit viser obligatoirement l'amélioration de la situation des écoles soutenues dans un ou plusieurs des domaines suivants :

- 1° les résultats des élèves dans un ou plusieurs domaines d'apprentissages ou disciplines;
- 2° les parcours des élèves (échec, retard, redoublement, décrochage, etc.);
- 3° les thèmes en lien avec le climat scolaire;
- 4° les questions qui ont plus particulièrement trait à la dynamique des équipes éducatives dans des contextes de tension ou de démotivation.

La demande visée au paragraphe 1^{er} mentionne obligatoirement, sous peine de nullité :

- 1° un descriptif du projet-action envisagé, existant ou à créer;
- 2° le lien explicite de la demande avec au moins une des actions prioritaires visées à l'article 1.5.2-16, § 1^{er}, alinéa 3, du Code de l'enseignement;
- 3° le groupe d'élèves et le nombre d'élèves visés;
- 4° une estimation du coût annuel

Le coût annuel à charge du budget de la Communauté française de la recherche-action ne peut pas excéder 15.000 EUR.

Sous-section 4. — Des demi-jours supplémentaires de formation dans le cadre de la formation professionnelle continue

Art. 6/5. En application des articles 7, § 2, alinéa 3 et § 2/1, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire et 8, § 2, alinéa 3, et § 2/1, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, le délégué au contrat d'objectifs peut proposer une augmentation du nombre de demi-jours de formation agencée sur une base obligatoire en tenant compte des éléments qui ressortent du diagnostic réalisé conformément à l'article 1.5.2-14 du Code de l'enseignement et des objectifs d'ajustement fixés à l'école.

L'objet et les modalités de ces demi-jours de formation sont fixés dans le cadre de la concertation visée à l'article 1.5.2-17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code de l'enseignement.

Sur avis du délégué au contrat d'objectifs, le délégué coordonnateur peut fixer un nombre de demi-jours de formation supplémentaires par année scolaire couverte par le futur protocole de collaboration, sans excéder cinq demi-jours de formation supplémentaires par année scolaire. Ces demi-jours supplémentaires doivent être centrés sur les besoins exprimés dans le cadre du dispositif d'ajustement de l'école en lien avec l'atteinte des objectifs d'ajustement.

Pour chaque année scolaire, l'école introduit une demande motivée pour bénéficier de ces demi-jours et précise le nombre de demi-jours demandés. Sur cette base, le délégué coordonnateur rend sa décision et fixe le nombre de demi-jours supplémentaires de formation organisables pour l'année scolaire concernée.

Sous-section 5 — Du soutien à l'acquisition ou à la modernisation d'équipements pédagogiques

Art. 6/6. L'école remet une demande préliminaire d'acquisition ou de modernisation d'équipement pédagogique qui fera l'objet de l'octroi d'une subvention. Cette demande mentionne obligatoirement, sous peine de nullité :

- 1° un descriptif de l'équipement pédagogique sollicité;
- 2° le lien explicite de la demande avec au moins une des actions prioritaires visées à l'article 1.5.2-16, § 1^{er}, alinéa 3, du Code de l'enseignement;
- 3° le groupe d'élèves et le nombre d'élèves visés;
- 4° une estimation du coût.

Le coût à charge du budget de la Communauté française ne peut pas excéder 30.000 EUR.

Sous-section 6 – De l'accès prioritaire au programme prioritaire de travaux et des modalités de répartition et d'attribution du montant visé à l'article 7, § 1^{er}/1, du décret relatif au programme prioritaire de travaux

Art. 6/7. § 1^{er}. Dans le cadre de la mission d'audit, les écoles en dispositif d'ajustement communiquent à l'auditeur référent les besoins prioritaires liées à leurs infrastructures. Le cas échéant, un délégué de la direction générale des infrastructures constate lesdits besoins prioritaires et vérifie les montants en travaux sollicités.

§ 2. A la suite de la réalisation de l'audit visé au paragraphe 1^{er}, les écoles en dispositif d'ajustement peuvent solliciter l'accès au programme prioritaire de travaux en application de l'article 7, § 1^{er}/1, du décret relatif au programme prioritaire de travaux.

La demande d'accès est accompagnée d'un dossier préparatoire incluant notamment une évaluation des travaux sollicités selon le modèle fixé par la Direction générale des infrastructures. La demande d'accès est déposée confidentiellement dans le cadre de l'article 1.5.2-17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code de l'enseignement.

§ 3. Afin de bénéficier de l'accès au programme prioritaire des travaux prévu par l'article 7, § 1^{er} /1, du décret relatif au programme prioritaire de travaux, les écoles en dispositif d'ajustement répondent aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° elles respectent les critères fixés à l'article 6 du décret relatif au programme prioritaire de travaux;
- 2° la nécessité des travaux sollicités est préalablement constatée dans le cadre de l'audit prévu au paragraphe 1^{er} du présent article.

Art. 6/8. § 1^{er}. Si l'ensemble des demandes des écoles en dispositif d'ajustement, répondant aux conditions prévues à l'article 6/12, § 3, du présent arrêté, ne dépasse pas le budget annuel disponible visé à l'article 7, § 1^{er}/1, du décret relatif au programme prioritaire de travaux, ces écoles bénéficient d'un accès immédiat au budget annuel qui leur est spécifiquement destiné.

§ 2. Une liste éligible spécifique aux écoles en dispositif d'ajustement est établie reprenant le classement de ces écoles.

Les écoles en dispositif d'ajustement reprises sur la liste visée à l'alinéa précédent sont éligibles à partir de l'année de conclusion de leur protocole et jusqu'au terme de celui-ci, soit maximum trois ans conformément à l'article 1.5.2-22 du Code de l'enseignement.

§ 3. Lors de la signature du protocole de collaboration, l'école est avertie de l'acceptation ou du refus de sa demande d'accès prioritaire au programme prioritaire des travaux visée par l'article 7, § 1^{er}/1, du décret relatif au programme prioritaire de travaux.

En cas d'acceptation de sa demande, l'école dépose confidentiellement son dossier de demande d'intervention aux services du Gouvernement pendant la durée du protocole visé à l'article 1.5.2-22 du Code de l'enseignement. Celui-ci contient les documents prévus à l'article 10, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 avril 2008 portant exécution des

articles 5, 11, 12 et 13 du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française.

§ 4 Les mêmes travaux ne pourront pas faire conjointement l'objet d'une subvention selon l'article 5 et l'article 7, § 1^{er}/1, du décret relatif au programme prioritaire de travaux.

Sous-section 7 – De l'octroi de personnel engagé sous contrat « d'Aide à la promotion de l'emploi » (APE)/
« agent contractuel subventionné » (ACS).

Art. 6/9. Dans le respect des réglementations régionales en matière d'emploi, l'école peut solliciter un support administratif ou personnel auxiliaire d'éducation à raison de 0,5 ETP pour une durée maximum de dix mois par année scolaire renouvelable jusqu'à l'année du terme du dispositif d'ajustement.

La demande de renouvellement motivée doit être introduite auprès du délégué au contrat d'objectifs au plus tard 20 jours ouvrables scolaires avant l'évaluation annuelle suivant l'octroi.

Sur avis du délégué coordonnateur, le Ministre rend sa décision par voie de dépêche ministérielle.

Section 2. — Des critères de répartition et des modalités d'attribution des supports et des ressources

Art. 6/10. Le Gouvernement délègue les compétences qui lui sont attribuées en vertu de l'article 1.5.2-17, § 1^{er}, alinéas 3 et 5, et § 3, alinéa 3, du Code de l'enseignement au Ministre.

Art. 6/11. Le Délégué coordonnateur et les Services du Gouvernement analysent l'ensemble des propositions de répartition des ressources entre toutes les écoles en dispositif d'ajustement pour l'année scolaire concernée, à l'exception des écoles visées par l'article 1.5.2-20 du Code de l'enseignement en cas de refus ou d'incapacité d'établir un dispositif d'ajustement.

Conformément à l'article 1.5.2-17, § 1^{er}, alinéa 5, du Code de l'enseignement, le Délégué coordonnateur transmet au Ministre l'analyse visée au paragraphe 1^{er} pour l'ensemble des écoles en dispositif d'ajustement pour l'année scolaire concernée.

Dans la limite des crédits et ressources disponibles, le délégué coordonnateur peut proposer au Ministre des ajustements à la suite des recommandations éventuellement émises par le délégué au contrat d'objectifs compétent.

Art. 6/12. § 1^{er}. Sur la base de l'analyse visée à l'article 6/11, le Ministre répartit les supports ou ressources entre les écoles.

§ 2. Dans l'hypothèse où les moyens dédiés aux ressources mis à disposition sont insuffisants pour répondre aux demandes de l'ensemble des écoles en dispositif d'ajustement, les critères subsidiaires suivants sont appliqués dans l'ordre énoncé :

1° la pertinence au regard d'au moins un des indicateurs visés à l'article 1.5.2-13 du Code de l'enseignement;

2° la valeur la plus basse de l'indice attribué à l'école en dispositif d'ajustement lors de son identification conformément à l'article 5, 3°, de l'arrêté identification des EDA pour l'indicateur visé en 1°;

3° la valeur la plus basse de l'indice composite attribué à l'école en dispositif d'ajustement lors de son identification conformément à l'article 4, 3°, de l'arrêté identification des EDA.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2, dans l'hypothèse où les projets de recherche visés à l'article 6/2 mis à disposition sont insuffisants pour répondre aux demandes de l'ensemble des écoles en dispositif d'ajustement, les critères subsidiaires suivants sont appliqués dans l'ordre énoncé :

1° la pertinence au regard de l'indicateur visé à l'article 1.5.2-13 du Code de l'enseignement sur lequel porte principalement la recherche; le cas échéant, la pertinence au regard d'un second indicateur visé à l'article 1.5.2-13 du Code de l'enseignement sur lequel porte la recherche;

2° la valeur la plus basse de l'indice attribué à l'école en dispositif d'ajustement lors de son identification conformément à l'article 5, 3°, de l'arrêté identification des EDA pour l'indicateur visé en 1°; le cas échéant, la valeur la plus basse de l'indice attribué à l'école en dispositif d'ajustement lors de son identification conformément à l'article 5, 3°, de l'arrêté identification des EDA pour l'indicateur visé en 2°;

3° la valeur la plus basse de l'indice composite attribué à l'école en dispositif d'ajustement lors de son identification conformément à l'article 4, 3°, de l'arrêté identification des EDA.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 2, dans l'hypothèse où l'enveloppe allouée pour l'acquisition ou la modernisation d'équipement pédagogique visé à l'article 6/6 est insuffisante pour répondre aux demandes de l'ensemble des écoles en dispositif d'ajustement, les critères subsidiaires et la pondération suivants sont appliqués pour départager les demandes:

1° le critère « élèves » :

a. 4 points lorsque le groupe-élève visé représente au moins 50 % des élèves scolarisés;

b. 3 points lorsque le groupe-élève visé représente au moins 35 % des élèves scolarisés;

c. 2 points lorsque le groupe-élève visé représente au moins 20 % des élèves scolarisés;

d. 1 point lorsque le groupe-élève visé représente au minima 5 % des élèves scolarisés;

2° le critère « temps » :

e. 2 points si le projet prévoit une mise en œuvre dans la première année suivant la conclusion du protocole;

f. 1 point si le projet prévoit une mise en œuvre après la première année suivant la conclusion du protocole.

Si un exæquo est constaté, il est fait application des critères visés au paragraphe 2 pour départager les demandes. Le classement tendra à respecter une répartition équilibrée entre les niveaux d'enseignement au prorata des écoles identifiées dans chacun de ces niveaux.

§ 5. Par dérogation au paragraphe 2, si l'ensemble des demandes des écoles en dispositif d'ajustement, répondant aux conditions prévues à l'article 6/12, § 3, du présent arrêté, dépasse le budget disponible visé à l'article 7, § 1^{er}/1, du décret relatif au programme prioritaire de travaux, la répartition des montants disponibles est effectuée sur base de l'article 6 du décret relatif au programme prioritaire de travaux, soit :

1° les travaux répondant aux problèmes urgents liés aux risques d'incendie et à la sécurité dans les bâtiments scolaires sont prioritaires;

2° s'il reste des moyens disponibles, les travaux correspondant aux conditions d'hébergement compromises par l'état physique délabré des bâtiments scolaires sont financés;

3° s'il reste des moyens disponibles, les travaux dont l'objectif est d'améliorer des situations contraires à l'hygiène ou susceptibles de compromettre la santé des occupants sont financés;

4° s'il reste des moyens disponibles, les travaux visant des situations relatives à l'enveloppe extérieure des bâtiments ou leurs équipements sont financés.

Les dossiers sont priorisés en fonction des critères visés à l'alinéa précédent.

Si deux ou plusieurs écoles en dispositif d'ajustement sont dans la même situation prioritaire et que le budget disponible n'est pas suffisant pour financer toutes les demandes de travaux, les écoles disposant de l'indice (de 1 à 20) le plus bas lié à l'indicateur « climat » bénéficient en priorité de l'accès au programme prioritaire de travaux.

Si un exæquo est ensuite toujours constaté, le processus visé à l'alinéa précédent est appliqué avec les indices des trois autres indicateurs ayant mené à l'identification dans l'ordre suivant :

- l'indicateur « équipe pédagogique »;
- l'indicateur « résultats des élèves »;
- l'indicateur « parcours des élèves ».

§ 6. Sans préjudice de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 avril 2008 portant exécution des articles 5, 11, 12 et 13 du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française et de l'octroi de l'accord de subvention par le Ministre en charge des bâtiments scolaires, le Ministre attribue les supports et les ressources aux écoles en dispositif d'ajustement identifiées.

Conformément à l'article 1.5.2-17, § 1^{er}, alinéa 5, du Code de l'enseignement, cette attribution intervient au moment de la conclusion du protocole de collaboration.

Le Ministre transmet en toute confidentialité, sous forme de liste anonymisée, l'attribution des ressources visées à l'alinéa ci-dessus au Gouvernement lorsque celui-ci en fait la demande.

§ 7. Dans la limite des crédits et ressources disponibles, le Ministre peut procéder à des ajustements à la suite des recommandations éventuellement émises par le délégué au contrat d'objectifs compétent.

§ 8. Le Ministre communique au Délégué coordonnateur la répartition visée au paragraphe 1^{er} et, le cas échéant, les ajustements visés au paragraphe 7.

Art. 3. Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre 4/2 entre le chapitre 4/1, inséré par l'article 2, et le chapitre 5, comportant les articles 6/13 à 6/15 rédigé comme suit :

« CHAPITRE 4/2 : De la communication et de la présentation du diagnostic, des objectifs d'ajustement et de la proposition des supports ou ressources mis à disposition par la Gouvernement.

Art. 6/13. Dans les quinze jours ouvrables suivant le terme de la mission d'audit, l'inspecteur général coordonnateur transmet par envoi recommandé le rapport d'audit au directeur et au pouvoir organisateur.

Art. 6/14. Dans les 20 jours ouvrables scolaires qui suivent la réception du rapport par le directeur, une réunion commune est organisée.

A cette occasion, l'auditeur référent présente le diagnostic visé à l'article 1.5.2-14 du Code de l'enseignement et le délégué au contrat d'objectifs présente les objectifs d'ajustement visés à l'article 1.5.2-15, alinéa 1^{er}, du même Code et la liste des supports et ressources visée à l'article 6/1, au directeur et au pouvoir organisateur, le cas échéant en présence de sa fédération de pouvoirs organisateurs ou de Wallonie-Bruxelles Enseignement,

Art. 6/15. À la demande du directeur ou de l'organe de démocratie sociale, l'auditeur référent et le délégué au contrat d'objectifs ainsi qu'un représentant de sa fédération de pouvoirs organisateurs ou de Wallonie-Bruxelles Enseignement peuvent participer à la réunion au cours de laquelle le directeur présente le diagnostic, les objectifs d'ajustement et la liste des supports et ressources à l'équipe éducative. ».

Art. 4. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mai 2020 visant à préciser la notion de performance présentant un écart significatif en dessous de la moyenne des écoles comparées et à définir le processus d'identification des écoles concernées, il est inséré un article 7/1 rédigé comme suit :

« Art. 7/1. Pour les écoles identifiées comme « écoles en dispositif d'ajustement » il est organisé, entre la notification de leur identification et la conclusion du protocole de collaboration, deux demi-journées supplémentaires de formation en cours de carrière supplémentaire organisées conformément aux articles 7, § 2, alinéa 3, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire et 8, § 2, alinéa 3, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière.

Ces demi-journées sont consacrées au processus de contractualisation visée aux articles 1.5.2-13 à 1.5.2-22 du Code de l'enseignement. ».

Art. 5. A l'article 8, § 1^{er}, du même arrêté, les points 1^o à 3^o sont remplacés par ce qui suit :

« 1^o durant l'année scolaire 2019-2020, uniquement les écoles qui doivent transmettre leur plan de pilotage au délégué au contrat d'objectifs en 2021;

2^o durant l'année scolaire 2020-2021, uniquement les écoles qui doivent transmettre leur plan de pilotage au délégué au contrat d'objectifs en 2019;

3^o durant l'année scolaire 2021-2022, uniquement les écoles qui doivent transmettre leur plan de pilotage au délégué au contrat d'objectifs en 2020. ».

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mars 2021.

Art. 7. Le Ministre qui a l'enseignement obligatoire dans ses attributions et le Ministre qui a les bâtiments scolaires dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 juin 2021.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

La Ministre de l'Éducation,

C. DÉSIR

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/42092]

3 JUNI 2021. — Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2020 tot uitvoering van de artikelen 1.5.2-14 e.v. van het wetboek van basis- en secundair onderwijs met betrekking tot de aanpassingsregeling en het samenwerkingsprotocol

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het wetboek van basis- en secundair onderwijs, de artikelen 1.5.2-15, leden 2 en 3, en 1.5.2-17, § 1, leden 1, 3 en 5, en § 3, leden 1 en 3;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs, artikel 7, § 2, derde lid, en § 2/1;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, artikel 8, § 2, derde lid, en § 2/1;

Gelet op het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, artikel 7, § 1/1;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 26 juni 2019 tot vaststelling van de algemene methodologie van de schoolaudit met toepassing van de artikelen 4, § 1, tweede lid, 5, § 1, tweede lid, en 7, § 1, tweede lid, van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 20 mei 2020 tot precisering van het begrip prestaties met een significant verschil naar beneden ten opzichte van het gemiddelde van de vergeleken scholen en tot vaststelling van de procedure voor de identificatie van de bedoelde scholen;

Gelet op de "gendertest" van 11 december 2020 opgesteld met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 25 februari 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting van 4 maart 2021;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 11 maart 2021 met het onderhandelingscomité tussen de regering en Wallonie Bruxelles Enseignement en de federaties van de inrichtende machten bedoeld in artikel 1.6.5-6 en volgende van het wetboek van basis- en secundair onderwijs;

Gelet op het syndicaal onderhandelingsprotocol van 11 maart 2021 in het onderhandelingscomité van sector IX, het provinciaal en lokaal comité voor overheidsdiensten, afdeling II, en het onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs overeenkomstig de procedure van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 houdende organisatie van de betrekkingen tussen de overheidsbesturen en de vakbonden van het personeel bij deze besturen;

Overwegende het verzoek om advies binnen 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 2 april 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het uitblijven van de mededeling van het advies binnen deze termijn

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst, artikel 4, § 1, vierde lid;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 18 april 2008 tot uitvoering van de artikelen 5, 11, 12 en 13 van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, artikel 10, § 2;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 2018 tot vaststelling van de nadere regels voor de uitwerking van de sturingsplannen en het sluiten van de doelstellingenovereenkomsten van de scholen met toepassing van de artikelen 1.5.2-1 tot 1.5.2-5 van het wetboek van basis- en secundair onderwijs;

Op de voordracht van de minister bevoegd voor schoolgebouwen en de minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In hoofdstuk 1, artikel 1, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2020 tot uitvoering van de artikelen 1.5.2-14 e.v. van het wetboek van basis- en secundair onderwijs met betrekking tot de aanpassingsregeling en het samenwerkingsprotocol, worden de volgende definities toegevoegd:

8° "Decreet betreffende het prioritaire programma van werken": het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

9° "Besluit tot identificatie van EDA's": het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 20 mei 2020 tot precisering van het begrip prestaties met een significant verschil naar beneden ten opzichte van het gemiddelde van de vergeleken scholen en tot vaststelling van de procedure voor de identificatie van de bedoelde scholen;

10° «minister»: de minister belast met het leerplichtonderwijs;

11° "EMP": scholen voor gewoon basis- of lager onderwijs;

12° "EST" : scholen voor gewoon secundair overgangsonderwijs voor meer dan 85% van de leerlingen van de 2e en 3e graad;

13° "ESQ" : scholen waar meer dan 75% van de leerlingen van de 2e en 3e graad gewoon secundair kwalificatie-onderwijs volgen;

14° "ESM": andere scholen voor gewoon secundair onderwijs, de zogenaamde gemengde scholen, d.w.z. scholen die niet in het EST-profiel en het ESQ-profiel zijn opgenomen. "

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt tussen de hoofdstukken 4 en 5 een hoofdstuk 4/1 ingevoegd, bestaande uit de artikelen 6/1 tot en met 6/12, luidend als volgt:

"HOOFDSTUK 4/1: Lijst van de steun of de middelen die in het kader van de aanpassingsregeling aan de scholen worden aangeboden en de procedures voor de toewijzing ervan

Afdeling 1. — Lijst van materialen en middelen

Onderafdeling 1. — Algemene bepaling

Art. 6/1. De lijst van materialen en middelen als bedoeld in artikel 1.5.2-15, lid 2, van het onderwijswetboek luidt als volgt:

Als tweedelijns steun:

1° administratieve steun door de ondersteunende agenten van de algemene administratie van het onderwijs in de volgende gebieden: complexe administratieve aangelegenheden, dialoog en klimaat, relaties tussen school en gezin, relaties tussen school en omgeving;

2° de diensten van mobiele teams en schoolbemiddeling;

Als middelen:

3° onderzoeksprojecten die aangepast zijn aan scholen in moeilijkheden en gekenmerkt worden door innovatie;

4° steun aan de verenigingssector door middel van actieprojecten;

5° extra halve dagen opleiding in het kader van de voortgezette beroepsopleiding;

6° steun voor de aanschaf of de modernisering van pedagogische uitrusting;

7° prioritaire toegang tot het prioritaire programma van werken (bepaald in het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma van werken) en een budget dat in dat kader aan EDA's wordt toegekend;

8° de terbeschikkingstelling van gesubsidieerde contractuelen met ACS/APE-statuut.

Onderafdeling 2. — Onderzoeksprojecten aangepast aan scholen in moeilijkheden en gekenmerkt door innovatie en de selectieprocedures daarvoor

Art. 6/2. Overeenkomstig artikel 1.5.2-15 van het onderwijswetboek lanceert de minister om de drie jaar een oproep tot het indienen van onderzoeksprojecten die aangepast zijn aan scholen in moeilijkheden en gekenmerkt worden door innovatie aan universiteiten en hogescholen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd.

De onderzoeksprojecten worden geselecteerd voor een periode van vijf jaar en voorzien in een steun, door de onderzoeksteams, van maximaal drie cohorten van scholen in aanpassingsregelingen volgens de fasering van artikel 8, § 1, van het besluit identificatie van EDA's die een samenwerkingsprotocol hebben gesloten gedurende de gehele looptijd van dit laatste.

Overeenkomstig artikel 1.5.2-13, lid 3, van het onderwijswetboek zijn de onderzoeksteams die in het kader van aanpassingsregelingen onderzoeksprojecten op scholen uitvoeren, gebonden aan het beroepsgeheim.

Art. 6/3. De minister selecteert tussen twee en drie onderzoeksprojecten op basis van het advies van de algemene directie voor de sturing van het onderwijsstelsel en stelt in de oproep tot het indienen van projecten het minimum- en maximaantal begunstigde scholen per onderzoeksproject vast.

Elk onderzoeksproject staat onder toezicht van een begeleidingscomité, dat erop toeziet dat het onderzoek steeds naar behoren wordt uitgevoerd en dat desgevallend de nodige en redelijke aanpassingen vraagt die in overeenstemming zijn met het oorspronkelijk geselecteerde project.

Onderafdeling 3. — Door de actoren van het verenigingsleven voorgestelde actieprojecten en selectieprocedures daarvoor

Art. 6/4. § 1. De school dient een voorafgaande aanvraag in voor een actieproject met een of meer actoren uit het verenigingsleven waarvoor subsidie zal worden verleend.

§ 2 Het actieproject moet gericht zijn op een verbetering van de situatie van de ondersteunde scholen op een of meer van de volgende gebieden:

1° de resultaten van leerlingen in één of meer leergebieden of vakken;

2° de vorderingen van de leerlingen (mislukking, vertraging, herhaling, vroegtijdig schoolverlaten, enz.)

3° thema's in verband met het schoolklimaat

4° kwesties die meer specifiek betrekking hebben op de dynamiek van onderwijsteams in situaties van spanning of demotivatie.

De in lid 1 bedoelde aanvraag moet, op straffe van nietigheid, het volgende omvatten:

1° een beschrijving van het geplande, bestaande of te creëren actieproject;

2° het uitdrukkelijk verband van de aanvraag met ten minste één van de prioritaire acties bedoeld in artikel 1.5.2-16, § 1, derde lid, van het onderwijswetboek;

3° de groep leerlingen en het aantal beoogde leerlingen;

4° een raming van de jaarlijkse kosten.

De jaarlijkse kosten voor de Franse gemeenschapsbegroting van het actieonderzoek mogen niet meer bedragen dan 15.000 EUR.

Onderafdeling 4. — Extra halve dagen opleiding in het kader van de voortgezette beroepsopleiding

Art. 6/5. Met toepassing van de artikelen 7, § 2, derde lid, en 2/1 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs, en 8, § 2, derde lid, en 2/1 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, kan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst een verhoging van het aantal verplichte halve opleidingsdagen voorstellen, rekening houdend met de elementen die naar voren komen uit de overeenkomstig artikel 1 5.2-14 van het onderwijswetboek uitgevoerde diagnose en de aanpassingsdoelstellingen die voor de school zijn vastgesteld.

Het doel en de nadere regels voor deze halve vormingsdagen worden vastgesteld in het kader van het overleg bedoeld in artikel 1.5.2-17, § 1, eerste lid, van het onderwijswetboek.

Op advies van de afgevaardigde die verantwoordelijk is voor het doelstellingencontract kan de coördinerend afgevaardigde een aantal extra halve dagen opleiding per schooljaar vaststellen die onder het toekomstige samenwerkingsprotocol vallen, zonder dat dit aantal meer dan vijf extra halve dagen opleiding per schooljaar mag bedragen. Deze extra halve dagen moeten worden toegespitst op de behoeften die in de aanpassingsregeling van de school zijn geformuleerd in verband met de verwezenlijking van de aanpassingsdoelstellingen.

Voor elk schooljaar dient de school een met redenen omkleed verzoek in om in aanmerking te komen voor deze halve dagen, met vermelding van het aantal gevraagde halve dagen. Op basis hiervan neemt de coördinerend afgevaardigde een beslissing en stelt het aantal extra halve dagen opleiding vast dat voor het bedoelde schooljaar kan worden georganiseerd.

Onderafdeling 5. — Steun voor de aanschaf of modernisering van pedagogische uitrusting

Art. 6/6. De school dient een voorafgaande aanvraag in voor de aanschaf of modernisering van pedagogische uitrusting waarvoor een subsidie zal worden toegekend. Deze aanvraag moet, op straffe van nietigheid, vermelden:

1° een beschrijving van de gevraagde pedagogische uitrusting;

2° het uitdrukkelijk verband van de aanvraag met ten minste één van de prioritaire acties bedoeld in artikel 1.5.2-16, § 1, derde lid, van het onderwijswetboek;

3° de groep leerlingen en het aantal betrokken leerlingen;

4° een raming van de kosten.

De kosten voor de begroting van de Franse Gemeenschap mogen niet meer bedragen dan 30.000 euro.

Onderafdeling 6. — Prioritaire toegang tot het prioritaire programma van werken en procedures voor de verdeling en de toewijzing van het bedrag, bedoeld in artikel 7, § 1/1, van het decreet betreffende het prioritaire programma van werken

Art. 6/7. § 1. In het kader van de auditopdracht delen de scholen met aanpassingsregelingen de auditor mee wat de prioritaire behoeften zijn in verband met hun infrastructuur. Indien nodig neemt een afgevaardigde van de algemene directie Infrastructuur nota van de genoemde prioritaire behoeften en controleert hij de bedragen van de gevraagde werken.

§ 2. Naar aanleiding van de in paragraaf 1 bedoelde audit kunnen de scholen die onder een aanpassingsregeling vallen, verzoeken om toegang tot het prioritaire programma van werken met toepassing van artikel 7, § 1/1, van het decreet betreffende het prioritaire programma van werken.

De aanvraag om toegang gaat samen met een voorbereidend dossier dat inzonderheid een beoordeling van de gevraagde werken bevat volgens het door de algemene directie infrastructuur vastgestelde model. Het verzoek om toegang wordt vertrouwelijk ingediend overeenkomstig artikel 1.5.2-17, § 1, lid 1, van het onderwijswetboek.

§ 3. Om in aanmerking te komen voor het prioritaire programma van werken als bedoeld in artikel 7, § 1/1, van het decreet betreffende het prioritaire programma van werken, moeten scholen met een aanpassingsregeling aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen:

1° zij voldoen aan de criteria, vermeld in artikel 6 van het decreet betreffende het prioritaire programma van werken

2° de noodzaak van de gevraagde werken vooraf is vastgesteld bij de in het eerste lid van dit artikel bedoelde audit.

Art. 6/8. § 1. Indien het totaal van de aanvragen van scholen in aanpassingsregelingen, die voldoen aan de voorwaarden van artikel 6/12, § 3, van dit besluit, het beschikbare jaarlijkse budget bedoeld in artikel 7, § 1/1, van het decreet betreffende het prioritaire programma van werken niet overschrijdt, krijgen deze scholen onmiddellijk toegang tot het jaarlijkse budget dat specifiek voor hen bestemd is.

§ 2. Er wordt een specifieke lijst opgesteld van scholen die in aanmerking komen voor een aanpassingsregeling, met vermelding van de indeling van deze scholen.

De scholen op de in het vorige lid bedoelde lijst komen in aanmerking vanaf het jaar waarin hun protocol wordt gesloten tot het einde van het protocol, d.w.z. voor maximaal drie jaar overeenkomstig artikel 1.5.2-22 van het onderwijswetboek.

§ 3. Bij de ondertekening van het samenwerkingsprotocol wordt de school in kennis gesteld van de aanvaarding of de weigering van haar verzoek om bij voorrang toegang te krijgen tot het prioritaire programma van werken bedoeld in artikel 7, § 1/1, van het decreet betreffende het prioritaire programma van werken.

Als haar verzoek wordt ingewilligd, dient de school haar verzoek om tussenkomst vertrouwelijk in bij de regeringsdiensten voor de duur van het protocol bedoeld in artikel 1.5.2-22 van het onderwijswetboek. Dit dossier bevat de documenten bedoeld in artikel 10, § 2, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 18 april 2008 tot uitvoering van de artikelen 5, 11, 12 en 13 van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

§ 4. Voor eenzelfde werk kan geen subsidie gelijktijdig met een andere overeenkomstig de artikelen 5 en 7, § 1/1, van het decreet betreffende het prioritaire programma van werken verleend worden.

Onderafdeling 7 - Toekenning van personeel dat is aangeworven in het kader van de overeenkomst "Hulp voor de bevordering van de werkgelegenheid" (APE) / "Gesubsidieerde contractuele ambtenaar" (ACS).

Art. 6/9. In overeenstemming met de regionale arbeidsreglementering kan de school administratieve steun of ondersteunend onderwijspersoneel aanvragen naar rata van 0,5 VTE voor een maximale duur van tien maanden per schooljaar, te verlengen tot het jaar waarin de aanpassingsregeling afloopt.

Het met redenen omklede verzoek om verlenging moet uiterlijk 20 schoolwerkdagen vóór de jaarlijkse evaluatie na de subsidieverlening bij de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst worden ingediend.

Op advies van de coördinerend afgevaardigde neemt de minister een beslissing door middel van een ministeriële toezending.

Afdeling 2. — Criteria voor de verdeling en toewijzing van steun en middelen

Art. 6/10. De regering delegeert de bevoegdheden die haar worden toegekend krachtens artikel 1.5.2-17, § 1, derde en vijfde lid, en § 3, derde lid, van het onderwijswetboek aan de Minister.

Art. 6/11. De coördinerend afgevaardigde en de regeringsdiensten analyseren alle voorstellen voor de verdeling van de middelen over alle scholen in de aanpassingsregeling voor het bedoelde schooljaar, met uitzondering van de scholen bedoeld in artikel 1.5.2-20 van het onderwijswetboek in geval van weigering of onmogelijkheid om een aanpassingsregeling vast te stellen.

Overeenkomstig artikel 1.5.2-17, § 1, vijfde lid, van het onderwijswetboek deelt de coördinerend afgevaardigde de in paragraaf 1 bedoelde analyse voor alle scholen van de aanpassingsregeling voor het bedoelde schooljaar aan de minister mee.

Binnen de perken van de beschikbare kredieten en middelen kan de coördinerend afgevaardigde aanpassingen voorstellen aan de minister naar aanleiding van eventuele aanbevelingen van de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst.

Art. 6/12. § 1. Op basis van de analyse bedoeld in artikel 6/11, verdeelt de minister de steun of de middelen over de scholen.

§ 2 Indien de ter beschikking gestelde middelen ontoereikend zijn om te voldoen aan de behoeften van alle scholen die onder de aanpassingsregeling vallen, worden de volgende subsidiaire criteria toegepast in de hierna aangegeven volgorde:

1° relevantie met betrekking tot ten minste een van de indicatoren als bedoeld in artikel 1.5.2-13 van het onderwijswetboek;

2° de laagste waarde van de index die aan de school is toegekend in de aanpassingsregeling op het ogenblik van haar identificatie overeenkomstig artikel 5, 3°, van het EDA-identificatiebesluit voor de indicator bedoeld in 1°;

3° de laagste waarde van de samengestelde index die aan de school is toegekend in de aanpassingsregeling toen zij werd geïdentificeerd overeenkomstig artikel 4, 3°, van het besluit tot identificatie van EDA's.

§ 3. Indien de in artikel 6/2 bedoelde ter beschikking gestelde onderzoeksprojecten niet volstaan om te voldoen aan de behoeften van alle scholen die onder de aanpassingsregeling vallen, worden, in afwijking van paragraaf 2, de volgende aanvullende criteria gehanteerd in de hierna aangegeven volgorde:

1° relevantie voor de indicator bedoeld in artikel 1.5.2-13 van het onderwijswetboek waarop het onderzoek in eerste instantie is gericht; in voorkomend geval, relevantie voor een tweede indicator bedoeld in artikel 1.5.2-13 van het onderwijswetboek waarop het onderzoek is gericht;

2° de laagste waarde van de index die aan de school werd toegekend in een aanpassingsregeling toen ze werd geïdentificeerd overeenkomstig artikel 5, 3°, van het besluit tot identificatie van EDA's voor de indicator bedoeld in 1°; in voorkomend geval, de laagste waarde van de index die aan de school werd toegekend in een aanpassingsregeling toen ze werd geïdentificeerd overeenkomstig artikel 5, 3°, van het besluit tot identificatie van EDA's voor de indicator bedoeld in 2°;

3° de laagste waarde van de samengestelde index die aan de school in een aanpassingsregeling werd toegekend toen zij werd geïdentificeerd overeenkomstig artikel 4, 3°, van het besluit tot identificatie van EDA's.

§ 4. In afwijking van paragraaf 2 worden, indien de voor de aanschaf of de modernisering van de in artikel 6/6 bedoelde onderwijssteun toegekende begroting niet toereikend is om aan de aanvragen van alle bij de aanpassingsregeling betrokken scholen te voldoen, de volgende aanvullende criteria en wegingsfactoren gehanteerd om over de aanvragen te beslissen:

1° het criterium «leerlingen»:

a. 4 punten wanneer de betrokken leerlingengroep ten minste 50% van de schoolgaande leerlingen vertegenwoordigt;

b. 3 punten wanneer de betrokken leerlingengroep ten minste 35% van de schoolgaande leerlingen vertegenwoordigt;

c. 2 punten wanneer de betrokken leerlingengroep ten minste 20% van de schoolgaande leerlingen vertegenwoordigt;

d. 1 punt wanneer de betrokken leerlingengroep ten minste 5% van de schoolgaande leerlingen vertegenwoordigt;

2° het "tijd"-criterium:

e. 2 punten als het project wordt uitgevoerd in het eerste jaar na de sluiting van het protocol;

f. 1 punt indien het project moet worden uitgevoerd na het eerste jaar volgend op de sluiting van het protocol.

Bij staking van stemmen worden de in paragraaf 2 genoemde criteria toegepast om de beslissende stem te doen gelden. Bij de rangschikking wordt gestreefd naar een evenwichtige verdeling tussen de onderwijsniveaus in verhouding tot het aantal scholen dat in elk van deze niveaus is vertegenwoordigd.

§ 5. Indien het totaal van de aanvragen van de scholen in aanpassing, die voldoen aan de voorwaarden, vermeld in artikel 6/12, § 3, van dit besluit, het beschikbare budget, vermeld in artikel 7, § 1/1, van het decreet betreffende het prioritaire programma van werken, overschrijdt, gebeurt de verdeling van de beschikbare bedragen, in afwijking van paragraaf 2, op basis van artikel 6 van het decreet betreffende het prioritaire programma van werken, namelijk:

1° prioriteit wordt gegeven aan werken die een antwoord bieden op dringende problemen in verband met brandrisico's en veiligheid in schoolgebouwen;

2° indien er nog middelen beschikbaar zijn, worden de werken gefinancierd die beantwoorden aan de huisvestingsvoorwaarden die in het gedrang komen door de bouwvallige staat van de schoolgebouwen

3° indien er nog fondsen beschikbaar zijn, worden werken gefinancierd die tot doel hebben onhygiënische situaties te verbeteren of die de gezondheid van de bewoners in gevaar kunnen brengen;

4° indien er nog middelen beschikbaar zijn, worden werken gefinancierd die gericht zijn op situaties met betrekking tot de buitenschild van gebouwen of de uitrusting ervan.

De prioriteit van de dossiers wordt bepaald door de in het vorige lid genoemde criteria.

Indien twee of meer scholen met een aanpassingsregeling zich in dezelfde prioritaire situatie bevinden en de beschikbare begroting niet volstaat om alle verzoeken om werken te financieren, krijgen de scholen met de laagste index (van 1 tot 20) in verband met de "klimaat"-indicator bij voorrang toegang tot het prioritaire programma van werken.

Indien er dan nog steeds een gelijke stand is, wordt het in het vorige lid bedoelde proces toegepast met de indexcijfers van de andere drie indicatoren die tot de identificatie hebben geleid, in de onderstaande volgorde:

- de indicator "pedagogisch team";
- de indicator "resultaten van leerlingen";
- de indicator "traject van leerlingen".

§ 6. Onverminderd het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 18 april 2008 tot uitvoering van de artikelen 5, 11, 12 en 13 van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, en de toekenning van de subsidie-overeenkomst door de minister bevoegd voor de schoolgebouwen, kent de minister de steun en de middelen toe aan de scholen die voor aanpassing zijn aangewezen.

Overeenkomstig artikel 1.5.2-17, § 1, vijfde lid, van het onderwijswetboek vindt deze toewijzing plaats op het moment van het sluiten van het samenwerkingsprotocol.

De minister deelt de toewijzing van de in het vorige lid bedoelde middelen aan de regering in alle vertrouwelijkheid mee, in de vorm van een geanonimiseerde lijst, wanneer de regering daarom verzoekt.

§ 7. Binnen de perken van de beschikbare kredieten en middelen kan de minister aanpassingen aanbrengen naar aanleiding van eventuele aanbevelingen van de bevoegde afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst.

§ 8. De minister stelt de coördinerend afgevaardigde in kennis van de in lid 1 bedoelde verdeling en, in voorkomend geval, van de in lid 7 bedoelde aanpassingen.

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt tussen het bij artikel 2 ingevoegde hoofdstuk 4/1 en hoofdstuk 5, bestaande uit de artikelen 6/13 tot en met 6/15, een hoofdstuk 4/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"HOOFDSTUK 4/2: Mededeling en presentatie van de diagnose, de aanpassingsdoelstellingen en het voorstel voor steun of middelen die door de regering ter beschikking worden gesteld.

Art. 6/13. Binnen vijftien werkdagen na afloop van de auditopdracht zendt de coördinerend inspecteur-generaal het auditverslag per aangetekende post toe aan de directeur en de inrichtende macht.

Art. 6/14. Binnen 20 schoolwerkdagen na ontvangst van het verslag door de directeur wordt een gezamenlijke vergadering gehouden.

Bij deze gelegenheid legt de hoofdauditor de diagnose voor bedoeld in artikel 1.5.2-14 van het onderwijswetboek en de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst de aanpassingsdoelstellingen bedoeld in artikel 1.5.2-15, eerste lid, van hetzelfde wetboek en de lijst van steun en middelen bedoeld in artikel 6/1, voor aan de directeur en de inrichtende macht, eventueel in aanwezigheid van zijn federatie van inrichtende machten of van Wallonie-Bruxelles Enseignement,

Art. 6/15. Op verzoek van de directeur of van het sociaaldemocratisch orgaan kunnen de hoofdauditor en de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, alsook een vertegenwoordiger van zijn federatie van inrichtende machten of van Wallonie-Bruxelles Enseignement deel nemen aan de vergadering waarin de directeur de diagnose, de aanpassingsdoelstellingen en de lijst van steun en middelen aan het onderwijsteam voorstelt. "

Art. 4. In het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 20 mei 2020 tot precisering van het begrip prestaties met een significant verschil naar beneden ten opzichte van het gemiddelde van de vergeleken scholen en tot vaststelling van de procedure voor de identificatie van de bedoelde scholen, wordt een artikel 7/1 ingevoegd, dat luidt als volgt:

"Art. 7/1. Voor de scholen die als "school in aanpassingsregeling" zijn aangemerkt, worden tussen de kennisgeving van hun aanwijzing en de sluiting van het samenwerkingsprotocol twee extra halve dagen aanvullende opleiding tijdens de loopbaan georganiseerd, overeenkomstig artikel 7, § 2, lid 3, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs en 8, § 2, derde lid, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan.

Deze halve dagen worden besteed aan het contractualiseringsproces als bedoeld in de artikelen 1.5.2-13 tot en met 1.5.2-22 van het onderwijswetboek."

Art. 5. In artikel 8, § 1, van hetzelfde besluit worden de punten 1° tot 3° vervangen door wat volgt:

1° tijdens het schooljaar 2019-2020 alleen scholen die hun sturingsplan moeten indienen bij de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst in 2021;

2° tijdens het schooljaar 2020-2021, alleen de scholen die hun sturingsplan moeten indienen bij de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst in 2019

3° tijdens het schooljaar 2021-2022 alleen de scholen die in 2020 hun sturingsplan moeten indienen bij de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst. "

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 maart 2021.

Art. 7. De minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs en de minister bevoegd voor de schoolgebouwen zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 juni 2021.

De minister-president,
P.-Y. JEHOLET

De minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en
voor het toezicht op Wallonie Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

De minister van Onderwijs,
C. DÉSIR